



L'abandon des étudiants

2 739 000 : C'est le nombre prévisionnel d'étudiants en 2020 en France selon une étude ministérielle (MESRI).

« Que ce soit dans les discours politiques, dans les décisions prises au sommet de l'Etat et même dans les médias, la cause des étudiants et les difficultés qu'ils rencontrent sont totalement absents du débat public. »

L'abandon et l'abnégation des étudiants par le gouvernement couplé à la crise sanitaire engendrée par la COVID-19 laissent les étudiants dans un système flou, anxiogène et mal adapté pour la poursuite de leurs études.

« Les étudiants sont l'avenir de la société, ils sont le bien le plus précieux dont détient un Etat pour assurer sa pérennité et pour lutter contre les maux qui interviennent déjà et qui vont intervenir dans les années à venir... »

Pour découvrir l'article dans sa totalité cliquez sur le lien en description de cette publication.

Aimez

Partagez

Commentez

Article écrit par Simon Mérisse

Association être jeune, ma vie, mon combat



L'abandon des étudiants

Que ce soit dans les discours politiques, dans les décisions prises au sommet de l'Etat et même dans les médias, la cause des étudiants et les difficultés qu'ils rencontrent sont totalement absentes du débat public.

L'« étudiant » représente quasiment 2 739 000 personnes en 2020 selon le ministère de l'enseignement supérieur, fameux ministère où l'on se demande encore quand est-ce qu'il va se préoccuper réellement des étudiants et de leurs conditions. On entend souvent le mot « jeune » mais il n'est jamais facile de savoir quelle tranche d'âge il concerne ou à quel cycle d'étude ce mot renvoie. Mais en voyant les décisions et discussions autour de ce mot on s'aperçoit que cela concerne, soit les « jeunes » du secondaire (avant bac) ou, le marché de l'emploi pour les nouveaux diplômés mais l'entre deux n'est quasiment jamais abordé.

Pourtant, cette tranche de personne plus importante que la population de certains états et est confronté à de multiples embûches : perte d'emploi et difficulté sur le marché de l'emploi saisonnier, frayeur instaurée par une année où la sélection dans les masters est particulièrement rude, concours pour les grandes écoles et l'accès aux études de santé réalisées dans des conditions post-confinement et en pleine crise mondiale du COVID-19 qui ont créé une ambiance particulièrement stressante.

Avant de parler de ce qui n'est pas traité, parlons de ce qui a été fait par le gouvernement mais qui s'est montré encore une fois décevant. La fameuse aide de 200€ pour les jeunes qui recouvre 3 catégories de jeunes : tout d'abord ceux qui ont perdu leur emploi ou leur stage gratifié qui se déroulait en parallèle de leurs études, ensuite, les étudiants ultramarins où jusqu'alors tout paraît relativement opportun, mais, les dernières personnes éligibles à cette aide sont beaucoup plus controversées, en effet, les personnes de moins de 25 ans non étudiantes percevant les APL peuvent recevoir cette aide mais cela est dénué de logique car la grande question est pourquoi des non-étudiants ? Cela aurait été plutôt bénéfique pour les étudiants touchant les APL car ils n'ont pas forcément un travail à côté et sont souvent boursiers donc ils sont dans des situations précaires. Il aurait été apprécié que l'Etat par l'intermédiaire des Crous (centres régionaux des oeuvres universitaires et scolaires) apporte une aide financière aux étudiants notamment les boursiers ou ceux disposant de revenus faibles en continuant de verser les bourses pour ceux qui disposent d'un logement l'été ou, qui ont perdu leur emploi saisonnier dû à la crise, ce qui aurait pu prendre la forme d'une aide exceptionnelle d'autant plus que cela existe en période normale pour les étudiants étrangers.

Concernant les emplois saisonniers ou « jobs d'été », nombreux sont ceux qui ont perdu le leur du fait de la crise sanitaire sachant qu'il est très difficile d'en trouver un autre toujours dans ce contexte de crise avec le marché du travail fortement bouleversé par la COVID-19. Et là encore, on observe un silence de la part du gouvernement, rien n'est mis en place pour soutenir ces étudiants pouvant être affecté financièrement par cette crise et surtout, sans oublier que du fait du confinement, les examens ont été retardés quasiment partout en France, dans l'ensemble des formations ajoutant une dose supplémentaire de stress et d'anxiété aux étudiants. Rappelons également le jeune étudiant qui s'est immolé par le feu devant les services du Crous de Lyon lançant un terrible mais réel cri d'alarme sur la précarité étudiante. Si à cela on ajoute l'anxiété créée par les concours des grandes écoles et des étudiants de PACES (première année commune aux études de santé) retardé par la crise et augmentant fortement stress et anxiété. Sans oublier les sélections qui ont été menées dans les formations universitaires pour le passage en Master 1 (bac + 4) et Master 2 (bac +5) qui ont été particulièrement difficiles dans cette situation de crise avec notamment la valeur accordée aux diplômes délivrés en cette année de crise.



Le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) ne s'est aucunement prononcé par de véritable action pour améliorer le quotidien des étudiants, on pourrait même parler d'abandon et d'abnégation des étudiants ! Et ce qui est d'autant plus grave, c'est le silence des médias sur ces sujets là. Cela n'est que peu étonnant en regardant la manière de fonctionner des médias et sur l'utilisation détournée de la presse qui perd de plus en plus cette légitimité d'avoir une liberté. En effet, celle ci est plus utilisé pour servir les gouvernés mais les gouvernants, et les intérêts privés.

Par cet abandon des étudiants, le MESRI ne cherche pas non plus à lutter contre les inégalités, en effet, certains étudiants en recherche d'un stage, d'un emploi saisonnier ou d'une alternance n'auront aucun mal à en trouver et cela concerne majoritairement la classe moyenne supérieure et au delà, ce réseau informel dont les étudiants ayant des parents cadres ou faisant parti de catégories socio-professionnelles élevées, disposent d'un réseau que d'autres étudiants issus de familles plus modestes ne disposent pas. La critique ici n'est pas faite envers les familles de catégories socio-professionnelles plus élevées qui ne sont pas à blâmer car il peut être légitime de se servir de ce réseau, mais à l'encontre du gouvernement, et précisément du MESRI qui ne met rien en oeuvre pour pallier à ce déséquilibre.

Les étudiants (en englobant cette fois-ci toutes les personnes du système scolaire et universitaire) sont l'avenir de la société, ils sont le bien le plus précieux dont détient un Etat pour assurer sa pérennité et pour lutter contre les maux qui interviennent déjà et qui vont intervenir dans les années à venir, mais ce bien est beaucoup trop peu pris en considération et beaucoup trop délaissé.

Les politiques scolaires et universitaires ne suivent pas les évolutions sociétales, ne s'adaptent pas aux besoins des jeunes et des enseignants et surtout laisse dans le silence les nombreux étudiants en situations de difficultés scolaires, universitaires et/ou financières ce qui porte fortement atteinte à la motivation, pourtant si précieuse, des étudiants.

Simon Mérisse

Président de l'Association être jeune, ma vie, mon combat

10/07/2020